



DÉPARTEMENT DE LA GUADELOUPE

Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre

Conseil communautaire du 11 avril 2017 (3^{ème} séance)

Délibération n° COM 2017-04-03 /26

OBJET: Vote des taux des impositions directes

L'an deux mille dix-sept, le onze avril à 18h36, le Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération du Nord Grande-Terre dûment convoqué, s'est réuni à la salle des délibérations de la mairie du Moule sous la Présidence de Mme Gabrielle LOUIS-CARABIN.

MEMBRES EN EXERCICE : 36

NOMBRE DE MEMBRES DU CONSEIL : Trente-six (36)

CONSEILLERS COMMUNAUTAIRES PRESENTS : Vingt-sept (27)

M. ANZALA Jean, Mme ARMOUGON Betty, M. ARTHEIN Victor, M. ATAM-KASSIGADOU Moïse, M. BARDAIL Jean, M. BERNARD Jean-Luc, Mme CARDOVILLE Prisca, M. CORNEILLE Denis, Mme DELORD Jocelyne, M. DELTA Edouard, M. DULAC Daniel, M. FRANCFORT Philipson, M. HILL Joseph, Mme JASMIN Victoire, Mme LORMEL épse ARPHEXAD Marcienne, Mme LOUIS-CARABIN Gabrielle, Mme MAMERT-LISTOIR Sabine, M. MANICOM Grégory, Mme MEKEL Alexina, M. MORNAL Blaise, Mme OUJAGIR Nadia, M. PORLON Pierre, Mme RAMASSAMY Yvelle, Mme REINE Epse RAMPATH Sheila, M. ROUX Harry, Mme SERMANSON Sylvia, M. SIOUMANDAN Rénalt.

CONSEILLERS ABSENTS AYANT DONNE PROCURATION : Zéro (0)

CONSEILLERS EXCUSES : Zéro (0)

CONSEILLERS ABSENTS : Neuf (9)

M. DARTIRON Jean, M. DONA-ERIE Alfred, Mme GUILLAUME Stella, Mme LAUG Carol, M. HERMIN Georges, M. HUBERT Jean-Marie, Mme MANETTE Sandra, M. MARCEL Edmond, M. MITTEL Florent.

COURRIER ARRIVÉ LE

26 AVR. 2017

S/PREFECTURE DE POINTE-A-PITRE

A été élue secrétaire de séance : Mme JASMIN Victoire

Le quorum requis étant atteint, le Conseil Communautaire peut valablement délibérer,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2013-037-SG/DICTAJ/BRA du 30 mai 2013, portant extension et transformation de la Communauté de Communes du Nord Grande Terre en Communauté d'agglomération ;

Vu les statuts de la CANGT ;

Vu la délibération n°COM 2014-01-11 en date du 13 janvier 2014 relative au lissage des taux communaux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) ;

Vu la délibération COM 2014-03-05 du 18 mars 2014, relative au vote de la TEOM 2014 ;

Vu la délibération COM 2014-03-06 du 18 mars 2014, relative au lissage et au vote de la contribution foncière des entreprises (CFE) 2014 ;

Considérant que lors du vote du budget primitif les collectivités et établissements publics se prononcent sur les taux des impositions.

Considérant que les taux concernés sont en matière d'impôts ménages, la taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM), la taxe d'habitation (TH), la taxe sur le foncier bâti (TFB) et la taxe sur le foncier non bâti (TFNB) et la fiscalité économique.

Considérant que les disparités de taux appliqués sur le territoire ont nécessité la mise en œuvre d'une politique d'harmonisation par un lissage des taux sur une période de 10 ans.

Le Conseil Communautaire OUI l'exposé de la Présidente,
Après en avoir délibéré et voté comme suit:

DECIDE


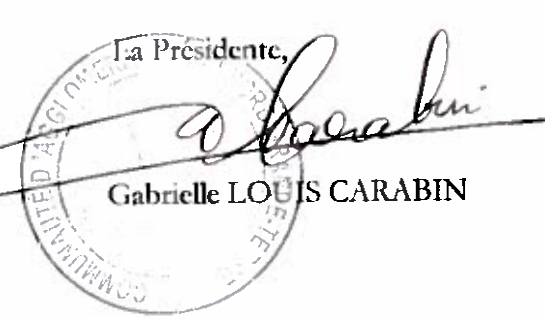
ARTICLE 1 : De voter les taux d'imposition directes comme suit :

TAXES	TAUX
TEOM	9.60 %
TH	11.79 %
TFB	0.87 %
TFNB	8.04 %
CFE	27.44 %

ARTICLE 2 : Le comptable public est chargé, en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré en séance les jours, mois et an ci-dessus.

POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME,

 
La Présidente,
Gabrielle LOUIS CARABIN

- Transmis à la Sous-Préfecture de Pointe-à-Pitre,
- Notifié aux maires d'Anse Bertrand, du Moule, Morne-à-L'Eau, Petit-Canal et Port-Louis
- Notifié au Comptable public de Port-Louis

La présente délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de la Guadeloupe (6, rue Victor Hugues-97100-Basse Terre ; Téléphone : 05 90 81 45 38 ; Télécopie : 05 90 81 96 70 ; Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradam.fr) ou d'un recours gracieux auprès de la Communauté. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Qu'elle soit expresse ou implicite, la décision prise pourra être déférée à ce même tribunal administratif dans un délai de deux mois.